

DISPOSITIF DE SUIVI EVALUATION (DSE)

**POUR D DOCUMENTER
L'IMPACT S SOLIDAIRE
ET ENGAGÉ D'E&D EN
2024-2025**

Depuis 2020, le réseau Engagé·e·s & Déterminé·e·s s'est doté d'un "dispositif de suivi-évaluation" (D.S.E.). L'objectif est de de suivre et d'évaluer la contribution d'E&D à un changement global visé qui est le suivant :

"La solidarité internationale et toutes ses formes, comprenant l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, sont pleinement intégrées et prises en compte par la société. Leurs représentations évoluent, par la sensibilisation aux enjeux mondiaux, la participation et la concertation de toutes et tous pour une solidarité internationale de qualité, inclusive et réduisant les inégalités."

E&D entend contribuer à ce changement global via 5 leviers distincts, dont nous suivons l'évolution grâce à des « marqueurs de changement »¹ :

- L'amélioration de la qualité des pratiques de solidarité internationale des jeunes (sens critique, qualité des débats, qualité des pratiques)
- **Marqueur jeunesses et projets**
- La création de nouveaux projets entre acteurs associatifs au sein des réseaux (interne et externe) par la meilleure identification de ceux-ci, par l'appui et le partage de ressources et de compétences entre membres du réseau, mais aussi via des logiques d'alliances pour porter des voix communes sur un même territoire. - **Marqueur réseaux et territoires**
- L'accroissement de la collaboration entre les institutions et la société civile pour tendre vers de la co-construction des politiques publiques entre les institutions et les jeunes (à partir de leurs projets, leurs associations et leurs visions) dans la régularité, l'horizontalité, et la durabilité.- **Marqueur institutions**
- Le renforcement de l'inclusion de toutes et tous dans les structures, les pratiques et les projets de solidarité internationale (comprenant l'ECSI). - **Marqueur inclusion**
- Le développement des compétences, ainsi que de la capacité à les verbaliser, et à les valoriser pour les citoyen·ne·s. Ceux et celles-ci déclinent dans leurs vies futures des méthodes et approches d'éducation populaire et d'ECSI. - **Marqueur compétences**

Les marqueurs de changement du DSE sont complémentaires de la mission sociale d'E&D : renforcer la place de toutes les jeunes dans la solidarité internationale. Cela passe par les activités suivantes: mise en réseau d'associations dirigées par les jeunes (15-35 ans) agissant ici et là-bas en faveur d'un monde plus juste et solidaire; accompagnement de leurs projets de solidarité internationale et d'ECSI (éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale); sensibilisation aux enjeux mondiaux; production et diffusion de ressources pédagogiques; renforcement de la place des jeunes dans les ONG et les politiques de coopération internationale.

Les analyses DSE permettent à E&D de documenter sa contribution à un projet pour la société intégrant la solidarité internationale, d'identifier l'atteinte de certains résultats, leurs leviers mais aussi leurs freins afin d'alimenter les orientations stratégiques de l'association. Les analyses DSE sont également un outil de visibilisation et de valorisation des effets transformatifs d'E&D auprès de ses membres et de ses partenaires.

Depuis 2019/2020, E&D a ainsi réalisé une analyse issue de son DSE sur 5 années universitaires distinctes, dont vous pourrez retrouver les principaux résultats : 2020-2021; 2021-2022; 2022-2023; 2023-2024; mais également une analyse pluriannuelle sur la période 2019-2023.

L'analyse ci-dessous donne à voir ce qui est ressorti de cette collecte et ce qui a été observé et analysé au fil de l'année 2024-2025. Pour ce faire, l'équipe d'E&D met en place chaque année un ensemble d'outils internes de collecte et d'analyse de données, afin de mesurer les effets de ses actions, à la fois auprès des associations de jeunes et d'étudiant·e·s et, des individu·e·s qui composent son réseau et son écosystème.

Quelques remarques préliminaires s'imposent :

- L'analyse annuelle (septembre - juin) permet de mettre en lumière des changements sur les pratiques des associations du réseau en intégrant le rythme et le calendrier universitaire de leur gestion associative, elle ne permet toutefois pas toujours de retracer les éventuelles évolutions sur plusieurs années (qu'elles soient positives, négatives ou stables). En effet, le fort turn-over au sein des bureaux des associations jeunes, et surtout étudiantes, rend la mesure du changement variable et difficilement mesurable sur plusieurs années.
- Certains outils de collecte (entretiens "à froid" post-accompagnement par exemple) ne trouvent leur pertinence qu'une fois l'accompagnement par E&D terminé et un certain temps écoulé. Une partie de l'analyse 2024-2025 se base donc sur des éléments collectés sur cette même période mais qui concernent en fait un accompagnement qui a eu lieu l'année précédente (ici 2023-2024).

- E&D a fait le choix d'un dispositif souple et internalisé, qui se veut un instrument pour l'action, et procède ainsi à une collecte de données via des outils que l'on souhaite les plus précis possibles mais qui peuvent se révéler partiels dans la mesure de l'ensemble des facteurs.

— ZOOM sur “Place aux Jeunes !” —

En cette année 2024-2025, et **pour la première fois, le projet « Place aux jeunes ! » (PAJ) a été intégré au dispositif de suivi évaluation d'E&D.** Ce projet, qui vise à renforcer la participation authentique des jeunes dans le secteur de la solidarité internationale, est porté en consortium par 12 organisations. En tant que coordinateur du projet, E&D est au cœur de toutes les activités du projet, il semblait donc évident d'évaluer les effets que pouvait avoir E&D sur : les membres du consortium, les participant·es aux différentes activités, les partenaires, etc.

Toutefois, contrairement au reste du DSE d'E&D, l'analyse faite ne se concentre pas sur les membres du réseau E&D (donc les associations jeunes) mais plutôt sur les différents acteurs précédemment cités. **Aussi, les données qui permettent de nourrir la réflexion sont celles recueillies auprès des membres du consortium, et des partenaires institutionnels et associatifs.**

L'analyse ne portant pas sur les membres du réseau d'E&D, pour lesquels ce D·S·E avait été initialement pensé, elle ne pourra pas porter sur les cinq marqueurs précédemment cités. Elle se concentrera donc sur ceux-ci : le marqueur « réseaux et territoires », le marqueur « inclusion » et le marqueur « institutions ». Pour cette même raison, cette analyse ne sera pas intégrée à l'analyse générale sur le réseau E&Dien mais sera isolée et présentée sous forme d'encarts indépendants.

MARQUEUR 1 – JEUNESSES ET PRATIQUES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

E&D entend ici évaluer les impacts de l'accompagnement proposé aux associations du réseau, quant au renforcement de leurs pouvoirs d'agir et dans la mise en place de leurs projets respectifs.

E&D, UN RÉSEAU QUI PROPOSE UN ACCOMPAGNEMENT PROTÉIFORME AU SERVICE D'UNE REMISE EN QUESTION

Les témoignages recueillis soulignent unanimement la qualité et la diversité de l'accompagnement proposé par E&D. Qu'il s'agisse des temps nationaux ou régionaux, des rendez-vous associatifs ou encore des formations, E&D possède un rôle d'agitateur auprès des associations du réseau. Le suivi opéré, les questions posées, les animations proposées, contribuent à aiguïser leur sens critique et à alimenter chez elles des réflexions autour de la pertinence, de la qualité et des impacts de leurs démarches. C'est notamment ce qu'il ressort de ces deux entretiens que nous avons pu mener avec des associations distinctes : **« Un adjectif pour décrire E&D ? Éducateur. Car on y apprend plein de choses. [Le réseau est] attentif et à l'écoute. Le suivi s'effectue sur toute l'année et on est toujours bien accompagné-e-s. »** ou encore « l'ouverture apportée par E&D est intéressante. Ça me permet de questionner ma propre démarche ».

Cet accompagnement ne se résume d'ailleurs pas à l'obtention ou non d'un financement, mais s'avère transformateur en soi. Même lorsqu'un projet n'a pas été retenu, les jeunes évoquent l'importance de l'accompagnement reçu : « Qu'on ait ou pas la subvention, ça ne change rien aux apports. Ça nous a permis de questionner notre projet, seul-e-s on aurait eu moins de capacité à se remettre en question. » Une remise en question qui concerne tout aussi les associations accompagnées dans le cadre de leurs projets de Solidarité Internationale que d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI).

UN ACCOMPAGNEMENT QUI PERMET DE QUESTIONNER LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET SES PRATIQUES

L'un des apports majeurs de l'accompagnement d'E&D réside dans la transformation de la manière dont les porteurs de projet conçoivent la solidarité internationale. **Alors que plusieurs la réduisaient initialement à une logique humanitaire descendante, ils et elles découvrent, à travers les rendez-vous associatifs, les formations et les échanges, une approche fondée sur la réciprocité, la co-construction et l'interculturalité.**

Un témoignage illustre bien cette évolution : « Au départ pour moi, la SI c'était l'humanitaire, venir en aide à des gens... Ma vision a évolué avec E&D : ça m'a permis de mettre des mots sur des intuitions avec des concepts (sauveur blanc, dynamique de domination, etc.). » De même, un autre participant souligne : « Ma définition de la SI a beaucoup évolué, avant E&D c'était un peu cliché... maintenant c'est plus une relation donnant-donnant. »

Ces évolutions se traduisent concrètement dans leurs projets, par des changements de posture, laissant place à plus d'horizontalité, par des évolutions dans le vocabulaire utilisé, mais également par l'influence de nouveaux concepts et thématiques, découverts ou approfondis dans le cadre de l'accompagnement, sur l'ensemble de leurs pratiques. Plusieurs associations témoignent ainsi avoir renoncé à des pratiques comme le don matériel : « On n'a pas envie de faire du don de brosses à dents car ça crée de la dépendance. » ou questionnent la pertinence de certaines actions, préférant privilégier les échanges de savoirs et d'expériences.

En outre, **l'ensemble de ces évolutions influence positivement le sentiment de légitimité de ces associations et de leurs membres et par conséquent leurs pouvoirs d'agir**, comme en témoigne, cette fois ci, l'un des participants de la formation Montage de projet de solidarité internationale : « J'ai une meilleure connaissance des sujets et notions en lien avec la solidarité internationale (SI). Je me sens plus légitime du point de vue technique et opérationnel. Je me sens prêt et éduqué sur la SI ».

UN ACCOMPAGNEMENT QUI AMÈNE À QUESTIONNER SES PARTENARIATS

Au fil des projets, le rapport aux partenariats et à la co-construction est également interrogé. L'accompagnement d'E&D pousse les associations, en particulier celles déployant des projets de Solidarité Internationale à l'étranger, à réfléchir à leurs choix de partenaires, à la qualité des relations établies et aux dynamiques de pouvoir sous-jacentes.

L'accompagnement proposé amène en effet un grand nombre d'associations à repenser la manière de construire leurs relations partenariales, en privilégiant une logique de collaboration et de co-construction plutôt que d'assistance.

De nombreuses associations témoignent par exemple de l'attention particulière qu'elles portent à la qualité de la communication et des échanges avec leurs partenaires. Certaines ont d'ailleurs pris la décision de changer de partenaire lorsque ces conditions n'étaient pas réunies : « Nous avons été particulièrement attentives au choix du partenaire et à la communication avec lui. Nous avons d'ailleurs changé, car la relation précédente ne fonctionnait pas bien. »

De la même manière, d'autres associations ont choisi d'écarter des structures dont les pratiques s'apparentaient au volontourisme : « Nous étions en contact avec [une structure au Pérou], mais nous avons préféré écarter ce partenaire car ses pratiques relevaient du volontourisme. »

Parallèlement, d'autres encore ont souhaité formaliser leurs relations par la mise en place de conventions de partenariat. Ces documents permettant de clarifier les engagements respectifs, d'anticiper d'éventuelles incompréhensions et de poser les bases d'une coopération durable. Comme le résume une association : « Nous avons voulu établir une convention de partenariat pour éviter les conflits et poser les bases d'une relation claire et durable. »

L'accompagnement du réseau amène enfin les personnes accompagnées à reconnaître pleinement leurs partenaires comme co-acteurs du projet, et non comme de simples bénéficiaires. Les savoirs locaux, les pratiques de terrain deviennent des ressources précieuses pour la réussite de leurs projets. « En termes de savoir-faire, nous avons été aidés par les médecins sur place qui nous expliquaient comment fonctionnent les choses, et c'était enrichissant pour notre propre apprentissage ».

DÉCOUVRIR DE NOUVELLES FORMES D'ENGAGEMENT : L'ECSI ET LE PLAIDOYER

Pour finir, dans une certaine mesure, E&D ouvre aux jeunes la voie vers de nouvelles formes d'engagement, au-delà des projets classiques de mobilité. Plusieurs témoignages insistent sur la découverte et l'appropriation de l'ECSI, mais aussi sur l'importance croissante du plaidoyer. A travers des dispositifs et des programmes comme le PIEED, Voix-SI ou encore DémocraSI, les associations développent non seulement des compétences techniques (cf marqueur 5), mais aussi **une compréhension renouvelée de ce que signifie "agir en solidarité internationale" aujourd'hui.**

Les formations et l'accompagnement proposés dans le cadre du PIEED permettent notamment aux associations du réseau de découvrir et de s'approprier l'ECSI comme démarche pédagogique. Ils favorisent une montée en compétences en termes de gestion de projet, d'animation et de construction de séquences pédagogiques.

Plus encore, la candidature du PIEED constitue, elle-même, un processus formateur. L'écriture du dossier incite les porteurs de projet à formaliser leurs intentions, à interroger la cohérence de leurs projets et à anticiper la question de la valorisation. « Le dossier nous aide à monter et à présenter notre projet. Il nous guide, il y a plein d'indications qui nous aident à éviter les doutes. »

Cette démarche permet in fine aux équipes de gagner en rigueur, en autonomie, et en confiance dans leur capacité à mener un projet complet, de la conception à la restitution.

Le PIEED agit également comme un fort levier de reconnaissance et de motivation. Être lauréat confère une forme de légitimité précieuse que plusieurs témoignages mettent en avant : « Le PIEED nous a apporté une forme de motivation et une vraie valorisation. » Mais au-delà du financement, c'est la confiance accordée par E&D et ses partenaires qui renforce le sentiment d'appartenance et de légitimité.

Cette dynamique d'accompagnement et de reconnaissance conduit même certaines associations à faire de l'ECSI leur fer de lance : « On est des petits bébés éprouvettes d'E&D... c'est grâce à ça qu'on a intégré l'ECSI dans l'asso. » Pour d'autres, cette démarche a permis une prise de conscience : « **Au moment de candidater, on se demandait si on faisait vraiment de l'ECSI... En creusant la question, on s'y est bien retrouvés. Aujourd'hui, on dit clairement qu'on fait de l'éducation populaire et de l'ECSI.** »

De même, les programmes comme Voi(x)·SI et DémocraSI ont contribué à élargir les horizons d'engagement, en introduisant la dimension du plaidoyer. Comme en témoigne l'une des associations élues au conseil d'administration d'E&D : « Depuis Voi(x)·SI, le plaidoyer a pris une place plus importante... maintenant on essaie de donner plus accès aux jeunes aux espaces de décisions politiques. » Cette ouverture permet aux associations du réseau de relier leurs expériences locales ou internationales à des enjeux généraux, et de s'affirmer comme actrices politiques à part entière, capables de formuler des propositions, d'interpeller des élu·e·s et de mobiliser la société civile.

LIMITES ET PISTES D'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT PROPOSÉ

Si l'accompagnement d'E&D favorise indéniablement le pouvoir d'agir des jeunes, en favorisant la montée en compétences et la diversification des formes d'engagement, des limites demeurent identifiables et une marge d'amélioration persiste.

Certaines associations rencontrent des difficultés à se saisir pleinement des leviers d'accompagnement proposés, souvent en raison de contraintes logistiques ou temporelles : déplacements à Paris, passations de bureau tardives, autres engagements universitaires, et délais parfois courts pour concevoir un projet de Solidarité Internationale de toutes pièces. Dans plusieurs cas, la prise de conscience arrive tardivement, alors que les associations se sont déjà engagées sur des choix ou des partenariats difficilement révisables.

Sur le plan des partenariats, si les associations témoignent d'une réelle progression vers la co-construction, cette dynamique reste parfois difficile à instaurer pleinement, notamment avec les groupes de jeunes locaux. Les contraintes de distance et de communication limitant parfois l'implication effective de toutes les parties dans la conception du projet.

Certaines structures font également face à des difficultés de structuration interne. Comme le soulignent plusieurs retours des évaluateurs du dispositif Jeunesse & Solidarité Internationale, les recrutements dans certaines structures sont parfois réalisés dans des cercles restreints, qui ne permettent pas toujours une ouverture inclusive ou un renouvellement des profils, limitant, de fait, la diversité des points de vue.

Par ailleurs, **même lorsque les associations explorent de nouvelles formes d'engagement (ECSI, plaidoyer), celles-ci ne sont pas toujours pleinement investies ou intégrées dans la durée. Déjà fortement mobilisées par la mise en œuvre de leurs projets respectifs,** de nombreuses structures peinent par exemple, encore aujourd'hui à se saisir et à intégrer la démarche d'ECSI dans leurs pratiques, ne serait-ce que dans la phase de restitution de leurs projets.

Ces constats nous invitent donc à repenser et à renouveler continuellement notre offre d'accompagnement, afin qu'elle s'adapte et réponde, aussi bien sur le fond que sur la forme, aux besoins et contraintes rencontrées par les associations de notre réseau, s'agissant du renforcement de leurs pouvoirs d'agir.

MARQUEUR 2 – RÉSEAUX ET TERRITOIRES

E&D cherche ici à observer les dynamiques et le renforcement des échanges entre les associations (celles membres d'E&D mais aussi plus largement celles de l'écosystème national et territorial de la solidarité internationale). Le changement visé par E&D à long terme et étudié à travers ce marqueur est que "les réseaux d'acteurs associatifs et citoyens dans toute leur diversité, sur différents territoires et à différents échelons territoriaux, collaborent davantage, dans le respect des différences de vision, de culture et de méthodes d'action".

Le premier constat qui s'impose lorsqu'on s'intéresse aux collaborations entre les acteurs qui gravitent au sein et autour du réseau E&D est que **la nature des liens qu'ils entretiennent dépend grandement du type d'activités qu'ils mènent**. On observe en effet une différence notable entre les associations jeunes dont les actions sont plutôt centrées sur des projets solidaires incluant une mobilité internationale, et celles dont les actions sont plutôt des actions ancrées localement et de sensibilisation via l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) davantage ancrées sur leur territoire et dans un écosystème d'acteurs variés.

LA MISE EN RÉSEAU DES ASSOCIATIONS PORTEUSES DE PROJETS SOLIDAIRES À L'ÉTRANGER :

L'impact d'E&D sur la mise en réseau des associations dont l'activité principale est la conduite de projets solidaires à l'étranger est réel et reconnu mais présente des limites intéressantes à étudier :

- La première est que ce lien se fait quasi-uniquement lors des temps de formations (auxquels ces associations participent car ils font souvent partie d'un parcours d'accompagnement plus large qu'elles suivent notamment en vue de l'obtention des financements JSI et VVV-SI). D'autres événements pourtant pensés par E&D comme des temps de mise en réseau (temps régionaux, WEE&D, Fête de fin d'AnnED...) ne sont en effet que peu (voire pas) mentionnés par ces associations comme des temps qui leur ont permis de créer des liens durables avec d'autres organisations du réseau.
- La seconde est que **le lien pour ces associations se fait principalement avec les associations portant des projets similaires aux leurs ou se déroulant dans les mêmes zones géographiques**. Ces collaborations ne s'étendent en effet que très peu avec les associations du réseau dont les activités s'éloignent du format de projet "avec mobilité", y compris avec celles centrées sur l'ECSI qui font pourtant partie du réseau. Certaines des associations interrogées mentionnent tout de même que les événements d'E&D leur permettent de "[découvrir] aussi des actions d'ECSI qui peuvent [leur] donner des idées" mais cela ne semble pas se concrétiser par des prises de contact avec les associations porteuses de ces projets.

Les liens créés par ces associations “de projets solidaires” n’en restent pas moins concrets et durables, comme en témoignent deux exemples : celui de **deux associations du réseau qui se sont rencontrées lors d’une formation “montage de projet de solidarité internationale” et qui se sont vues au Togo lors de la mobilité liée à leur projet et dont la collaboration s’est ainsi concrétisée sur place** ; et celui de deux autres associations qui se sont aussi rencontrées lors d’une formation et qui ont ensuite échangé tout au long de l’année sur l’avancement de leurs projets respectifs, dont chacune a pu suivre celui de l’autre à distance.

LA MISE EN RÉSEAU DES ASSOCIATIONS PORTEUSES DE PROJETS D'ECSI :

Les associations dont les actions sont davantage centrées sur l'ECSI semblent bénéficier d’une montée en connaissance sur l’écosystème, voire dans certains cas de prises de contacts avec des acteurs “professionnels” des écosystèmes nationaux du monde associatif jeune (RESES, Animafac) et de la SI / l'ECSI (Coordination SUD, France Volontaires, La Cimade, Ritimo, le CRID – dans le cadre du Festisol – ...). Les associations d'ECSI du réseau semblent se connaître mutuellement et se croiser régulièrement sur des événements (d'E&D ou externes). Cela s’observe particulièrement pour celles venant des mêmes régions qui indiquent échanger très régulièrement, notamment grâce à des réseaux régionaux avec lesquels E&D les a mis en lien (Réseaux Régionaux Multi Acteurs, Résolidaire 69, Maison Internationale de Rennes...). Les espaces “E&Diens” sont également propices à la création des liens mentionnés par ces associations: les plus cités sont la journée de jury du PIEED (où professionnel·le·s du jury et jeunes candidat·e·s au prix peuvent échanger) et le conseil d’administration d'E&D (dans lequel sont élues plusieurs associations d'ECSI).

LA MISE EN RÉSEAU DES OSIM JEUNES

Un troisième profil d’associations, celui des organisations de jeunes engagé·e·s pour la SI et issu·e·s des migrations (dites “OSIM jeunes”), a pu bénéficier depuis deux ans d’un événement dédié : **la Diasp’agora des jeunes, qu’E&D co-organise avec le FORIM. Cet espace est perçu par ces associations comme un temps de rencontre vecteur “d’échanges entre assos” qui permet une mise en réseau qu’elles perçoivent comme “très importante” et qui favorise “la transmission des apprentissages”**. Les évaluations de cet événement indiquent qu’il permet un vrai sentiment d’appartenance à un collectif et est très propice aux échanges de pratique entre associations rencontrant les mêmes enjeux et difficultés.

UNE MISE EN RÉSEAU EFFECTIVE MAIS CONFRONTÉE À PLUSIEURS LIMITES

Globalement, E&D est perçu comme un réseau qui permet “d’apprendre des projets des uns et des autres [...] avec beaucoup d’énergie, de bonne humeur et de bienveillance” et qui réunit “des personnes engagées” et “des gens sympas” qui deviennent “toujours plus d’ami-e-s”. Cette perception d’E&D comme une association favorisant la mise en réseau des individus se heurte toutefois à plusieurs limites.

La première de ces limites est qu’E&D est un réseau dont les membres et partenaires sont majoritairement urbains et que son rôle de mise en réseau ne parvient pas à s’étendre aux zones rurales et périurbaines. Ce problème est soulevé par une association basée dans une zone rurale près de Lyon qui indique que les actions d’E&D sont “surtout centrées autour [...] de la métropole de Lyon” et que “le réseau est peu implanté en zone rural et en particulier sur notre territoire”. Elle indique que cela limite la capacité d’action d’E&D et sa faculté à impliquer des acteurs ruraux (dont l’association en question) : “il y a plein de projets auxquels on aimerait participer, mais c’est compliqué au niveau de la logistique”.

La deuxième limite est **la difficulté pour les membres du réseau et individus qui le fréquentent à faire perdurer les liens créés dès lors que leurs parcours s’éloignent un peu de la solidarité internationale**, un ancien volontaire indique ainsi que “E&D est un réseau qui m’a permis de rencontrer plein de gens super mais ce n’est pas un réseau que j’ai l’occasion de mobiliser actuellement et je ne sais pas si j’aurai l’occasion de le mobiliser à l’avenir”. Ce constat est partagé par la membre d’une association du réseau qui indique que (en ayant participé à plusieurs projets d’E&D) elle a “découvert plein d’associations, de réseaux, etc.” mais que ces liens n’ont pas tenu “sur le long terme”.

Enfin, certaines associations (présentes dans le réseau depuis plusieurs années) constatent un délitement du lien qu’elles entretiennent au niveau régional et expliquent cela par des changements internes au sein de l’écosystème partenarial d’E&D (qui joue aussi un rôle dans la mise en réseau des associations) : “A l’époque [chez un partenaire] il y avait un super coordinateur qui créait beaucoup de liens, il travaillait en synergie avec [la chargée de mission E&D] de l’époque. Aussi, quand on venait à des événements inter-associatifs à Paris on était un bon groupe qui venait de [la même ville], c’était beaucoup plus simple de communiquer entre nous. Avec le temps on [...] retrouve de moins en moins [cette dynamique]. On découvre quand même des associations de [notre ville] en venant à l’AG mais quand on rentre sur place il n’y a pas grand-chose qui nous garde en lien”. La jeune à l’origine de ce constat propose une solution pour palier à ces changements externes : **“Il y a aurait peut-être quelque chose à faire au niveau du CA [pour] créer une synergie et représenter E&D au niveau régional, pour que [l’équipe d’E&D ne se retrouve] pas seule [à faire vivre cette dynamique de réseau]”**. L’analyse DSE de l’année 2025-2026 nous permettra d’analyser les effets sur la mise en réseau de cette proposition puisqu’elle sera testée dès novembre 2025 avec la mise en place “d’associations relais” d’E&D sur certains territoires.

— ZOOM sur “Place aux Jeunes !” —

Le travail mené dans le cadre du projet Place aux jeunes! (PAJ) a permis d’observer plusieurs effets concrets en lien avec le renforcement des échanges entre associations de différents réseaux et le développement de dynamiques territoriales.

Un espace de rencontre et de découverte entre acteur·ices du secteur

Tout d’abord, sur l’année 2024-2025 les associations faisant partie de l’écosystème du projet insistent sur l’accessibilité qu’ils ont pu développer tant vers de nouveaux publics — notamment les jeunes, jeunes éloigné·es de l’engagement, etc — que vers de nouveaux acteurs et actrices du secteur avec lesquels des partenariats peuvent être développés – pouvant être des organisations associatives, institutionnelles, scientifiques, etc. La Rencontre annuelle s’impose à cet égard comme une activité emblématique du projet facilitant l’interconnaissance entre structures. Par exemple, les Scouts et Guides de France et France Volontaires ont co-construit un atelier ensemble lors de la rencontre annuelle, ça leur a permis de se renforcer leur lien et même de découvrir des thématiques communes dans leur travaux: «la rencontre annuelle a été une bonne façon de se mettre entre lien avec les SGDF [...] ça m’a permis de me rendre compte qu’ils travaillaient sur le volontourisme eux aussi, et qu’ils avaient des outils dessus intéressants» (France Volontaires).

Le projet a également favorisé la création de passerelles entre les associations de jeunes membres du réseau d’E&D et les partenaires de l’écosystème PAJ. La rencontre annuelle et l’accompagnement par les pairs sont de bons moyens pour cela, car les associations jeunes ou les partenaires du réseau d’E&D partagent leurs pratiques inspirantes et de fait développent une posture d’experts qui participe à leur valorisation dans un nouvel espace. Ainsi, Lou Novio Jouen (qui a animé un atelier lors de la rencontre annuelle) accompagne les Peuples Solidaires du Jura dans leur ambition d’intégrer davantage de jeunes dans le fonctionnement de l’association et le RESES accompagne Yes Akademia dans son objectif de passage à l’échelle tout en préservant la qualité du lien avec les jeunes.

Parfois, pour certaines organisations il ne s’agit pas de découvrir de nouveaux·lles acteur·ices ou pratiques mais de renforcer des liens déjà existants. Certaines ont donc souligné le fait que PAJ a permis de consolider des partenariats déjà en place, comme les SGDF avec Coordination Sud pour qui cela a permis de réinvestir le collectif.

Un espace de valorisation des associations

Le projet a également eu un effet de mise en valeur des membres pour les organisations fonctionnant en réseau. Comme l’a souligné le FORIM, PAJ constitue une réelle opportunité de valorisation de leurs membres et de leurs pratiques. Et même si cette valorisation n’est pas encore pleinement exploitée par l’ensemble des réseaux impliqués (CNAJEP, FORIM, Solidarité Laïque, REF, etc), l’opportunité est bien identifiée «Ça pourrait être un gros levier pour valoriser nos organisations membres et nos partenaires locaux» (Solidarité Laïque).

Des pratiques pouvant être disséminées au niveau international

Enfin, un effet de diffusion à différentes échelles territoriales est perceptible: plusieurs associations ont partagé, au sein de leurs réseaux, les bonnes pratiques et expériences acquises dans le cadre des activités de PAJ. Ces transmissions se font vers les antennes locales ou les bureaux-pays, contribuant ainsi à essaimer l’impact du projet au-delà du seul territoire national. A la suite d’une formation «Place aux jeunes!», une participante a mentionné que «la formation a montré de bons exemples à transmettre pour les bureaux pays, à adapter ensuite aux problématiques locales».

MARQUEUR 3 – COLLABORATION AVEC LES INSTITUTIONS

Dans le but de rapprocher jeunes et institutions et tendre vers de la co-construction des politiques publiques, E&D a aussi pour mission de mettre en lumière le rôle des institutions dans la solidarité internationale et l'ECSI auprès des jeunes engagé-e-s et de valoriser les projets et messages des jeunes auprès des institutions. Cette mission fait particulièrement écho au contexte actuel de réduction de l'Aide publique au Développement et des budgets pour la vie associative ou la solidarité internationale à des échelles plus locales, qui invite à réinvestir encore davantage le lien entre les citoyen-n-es et les institutions.

DES OPPORTUNITÉS DE COLLABORATION PROPOSÉES PAR LE RÉSEAU

E&D propose et investit différents espaces d'apprentissage et de dialogue qui permettent de comprendre les rôles des institutions et de collaborer avec :

- La gouvernance permet aux jeunes administrateur-ice-s de se familiariser avec l'écosystème de la solidarité internationale via les liens d'E&D au sein de celui-ci,
- **Les projets de plaidoyer portés par le réseau (Voi(x)-SI, DémocraSI) incluent des ateliers thématiques pour décrypter les processus de prise de décision (par exemple via une simulation parlementaire) et les rôles des institutions aux échelles locales, nationale et européenne, puis proposent des temps d'échanges directement avec des décideur-euse-s,**
- Les événements nationaux d'E&D peuvent élargir ces opportunités à l'ensemble du réseau (le WEE&D des Désolidantes et la Diasp'agora de 2025 ont exploré les échelles de la solidarité internationale et ses différentes institutions avec des professionnel-le-s et décideur-euse-s)
- **E&D accompagne les jeunes du réseau pour prendre la parole lors de temps de valorisation auprès d'institutions** (à l'AFD en novembre 2024 ou auprès du Haut Conseil à la Vie associative en septembre 2024) ou relaie les messages de jeunesse dans les espaces de concertation avec les institutions comme le CNDSI (auquel une représentante d'E&D a été nommée cette année)
- Enfin, E&D propose à des jeunes du réseau de s'investir dans le groupe de travail de PAJ sur le plaidoyer.

En parallèle, les accompagnements de projets jeunes de solidarité internationale ou d'ECSI permettent d'évoquer de manière directement ancrée dans les réalités des associations le rôle des institutions et donc d'encourager celles-ci à s'en rapprocher.

D'UNE COMPRÉHENSION MUTUELLE À UNE VÉRITABLE COLLABORATION ?

Les activités proposées par E&D donnent des outils pour décoder les prises de décision de l'échelle locale à l'échelle internationale et des clés pour agir : par exemple Voi(x)·SI a permis à plusieurs participant·e·s de mieux connaître les institutions européennes et les opportunités d'influence pour les citoyen·ne·s. L'une d'elles précise : "E&D m'a permis d'apprendre à parler le même langage". **Néanmoins, les sujets évoqués et les institutions abordées sont parfois trop larges ou éloignés des réalités des associations qui composent le réseau, la réappropriation de la méthode du plaidoyer ou de la collaboration à leur propre échelle n'est pas toujours évidente** (soit parce qu'une institution semble inaccessible sans la "casquette E&D", soit parce que l'intérêt du plaidoyer pour leur association n'est pas identifié).

Cela n'a pas empêché une participante de Voi(x)·SI de vouloir poursuivre cet engagement individuellement " si on veut agir pour l'environnement, il y a aussi besoin de grandes décisions, on ne peut pas faire ça individuellement. **E&D ça a été une illumination, je me suis demandé "Est-ce que je ne peux pas m'impliquer politiquement ?"**".

Dans le cadre des projets jeunes de solidarité internationale, les institutions locales sont souvent concertées (d'abord via le partenaire sur place), et les institutions en France sont d'abord vues comme des appuis financiers, parfois opérationnels. Certaines associations du réseau sont tout de même désormais investies dans les espaces d'échanges sur la solidarité internationale animés dans leur ville. L'approche pédagogique d'E&D a renforcé le sentiment de légitimité des jeunes, surtout lorsque ces rencontres ont lieu dans un cadre horizontal d'échange et de collaboration (comme au WEE&D lorsqu'un décideur a travaillé avec un groupe ses propositions). **Certain·e·s s'interrogent toutefois sur la réelle inclusion des jeunes par les institutions, et peuvent reprocher à des espaces institutionnels de n'être pas accessibles à toutes les jeunesses,** de favoriser la consultation au détriment de la participation réelle ou encore d'utiliser les jeunes comme faire-valoir. Enfin, si les rencontres organisées ont pour objectif de montrer qu'elu·e·s et institutions sont accessibles, les réalités des agendas ou des couleurs politiques peuvent contraindre les discussions : "finalement ça m'a donné moins envie de collaborer avec des élu·e·s parce qu'ils font ce qu'ils veulent, mais il le faut".

— ZOOM sur “Place aux Jeunes !” —

E&D développe des interactions croissantes avec les institutions et les pouvoirs publics, notamment à travers le projet « Place aux jeunes ! ». Toutefois, cette intensification des relations ne s'effectue pas au nom d'E&D seul, mais dans le cadre d'une démarche collective. E&D agit en tant que représentant de ce collectif, notamment en sa qualité d'organisation cheffe de file de la Commission Jeunesses et Solidarité Internationale au sein de Coordination Sud. Les échanges réguliers et les actions de plaidoyer menées auprès des institutions ont produit plusieurs effets, d'abord sur ces dernières, puis sur les organisations impliquées dans cette dynamique.

Effets sur les institutions :

Le plaidoyer collectif conduit dans le cadre de PAJ depuis quelques années a une influence grandissante auprès des institutions publiques. Cela a notamment donc entraîné une appropriation, par les institutions, des concepts et du lexique portés par la CJSI. Ainsi, on observe une évolution du vocabulaire et des références dans les documents officiels : la *Commission Jeunesses et Solidarité Internationale (CJSI)* de Coordination Sud y est reconnue, et *les jeunesses* au pluriel est explicitement mentionnée. Ces avancées symboliques s'accompagnent de changements concrets, tels que le lancement d'une feuille de route dédiée – aux jeunesses actrices – qui prend en compte la recommandation de la CJSI de nommer de jeunes de moins de 35 ans au sein du *Conseil National pour le Développement et la Solidarité Internationale (CNDSI)* – parmi elleux, la déléguée générale d'Engagé-e-s et Déterminé-e-s (E&D) et des membres du consortium PAJ et de leurs partenaires. Comme le souligne une salariée du GRDR : « Le plaidoyer [de PAJ] a un impact : c'est la raison pour laquelle j'ai été nommée au CNDSI. »

Effets sur les organisations :

PAJ a également contribué à renforcer les liens entre les organisations de la société civile (OSC), engagées dans ce plaidoyer collectif des jeunesses actrices, et les pouvoirs publics. Ces coopérations, désormais plus régulières et structurées, favorisent une meilleure reconnaissance institutionnelle des OSC et une visibilité accrue de leurs initiatives. Si le projet n'est pas toujours à l'origine des mises en relation, il joue un rôle déterminant dans le renforcement de la légitimité et de l'influence collective des acteurs associatifs jeunes auprès des institutions, c'est notamment ce qui est souligné par les Scouts et Guides de France et le REF, comme le mentionne une salariée : « Le réseau *Jeunesses Med* a 10 ans et a donc une certaine légitimité auprès des pouvoirs publics ; mais faire partie du consortium de PAJ permet de renforcer cette dernière ».

MARQUEUR 4 – RENFORCEMENT DE L'INCLUSION

En 2024-2025, l'inclusion continue d'apparaître comme une valeur centrale du réseau pour les associations et les jeunes accompagné·e·s par E&D. Les retours récoltés dans les entretiens d'évaluation, lors des conseils d'administration (CA), ou encore pendant des événements phares comme les WEEeD ou les ateliers du projet « Place aux Jeunes ! » (PAJ), confirment que ce sujet traverse l'ensemble du réseau.

DES ESPACES DÉCLENCHEURS DE RÉFLEXION

Plusieurs participant·e·s soulignent que les temps collectifs animés par E&D leur ont permis de se questionner en profondeur sur leurs pratiques. Lors d'un conseil d'administration consacré à l'inclusion, un·e bénévole reconnaît :

« Je ne m'étais pas beaucoup posé la question jusque-là, mais cette journée m'a fait réfléchir et m'a donné envie d'en discuter dans mon association pour voir comment s'améliorer ».

De même, un·e volontaire en service civique explique que les ateliers suivis en début d'année l'ont aidé·e à « approfondir [sa] réflexion sur l'inclusion » et à réinvestir directement ces apprentissages dans sa mission, en particulier dans ses pratiques de communication.

DES PRATIQUES ASSOCIATIVES QUI ÉVOLUENT

Plusieurs témoignages mettent en lumière une appropriation progressive de l'inclusion dans les projets et la gouvernance. Certain·e·s soulignent l'importance d'adapter les activités pour garantir l'accès de tou·te·s, par exemple en allant vers les publics plutôt que d'attendre leur venue, ou en limitant les coûts financiers pour éviter d'exclure les personnes aux moyens plus restreints.

D'autres insistent sur le rôle du climat instauré par E&D :

« C'est le seul réseau où je vais sans craindre de subir des micro-agressions, et si ça arrive, je sais que ce sera recadré. C'est une safe-place ».

Ces espaces sécurisants sont valorisés comme des leviers qui permettent aux jeunes de s'engager pleinement.

Certaines associations reconnaissent aussi leurs marges de progression : l'une d'elles décrit son collectif comme « ouvert et inclusif », tout en notant qu'aucun protocole formel n'a encore été mis en place. Une autre observe que, malgré une volonté affichée, « il existe encore un entre-soi » qui limite la diversité des profils impliqués.

DES OUTILS PÉDAGOGIQUES MARQUANTS

Les outils développés par E&D autour des VSS (violences sexistes et sexuelles) restent très marquants. Plusieurs personnes témoignent d'une véritable prise de conscience : **« Avant, certaines blagues ou attitudes me paraissaient anodines. Après la formation, je me rends compte que ce sont des violences pour celles et ceux qui les subissent ».**

L'usage d'outils interactifs ou de gestes d'animation appris en formation est également cité comme un moyen efficace de garantir un cadre inclusif et sécurisant dans d'autres associations ou projets.

DES FREINS PERSISTANTS

Comme en 2023-2024, les contraintes financières sont régulièrement mentionnées comme un frein majeur à l'inclusion. La participation à certains projets de solidarité internationale (des associations jeunes du réseau) reste coûteuse, ce qui limite la mixité sociale et l'accès pour les jeunes les moins favorisé-e-s. Comme l'exprime un-e participant-e, **« ce type de contrainte financière est perçu comme contradictoire avec les ambitions d'inclusion sociale ».**

Le renouvellement rapide des bénévoles constitue un autre obstacle : les changements impulsés par certain-e-s peinent parfois à s'ancrer durablement au-delà d'un mandat. Plusieurs associations soulignent que « le turn-over des bénévoles limite la continuité des pratiques inclusives ».

UNE DIVERSITÉ DE DÉFINITIONS

Enfin, les retours montrent que le mot « inclusion » est compris de manière plurielle. Pour certain-e-s, il s'agit d'intégrer les personnes marginalisées dans les projets (ex. jeunes isolé-e-s, personnes en situation de handicap) ; pour d'autres, cela désigne avant tout la participation des jeunes dans la gouvernance et le plaidoyer. Une personne résume ainsi : **« L'intégration, c'est participer de l'extérieur ; l'inclusion, c'est trouver sa place et créer du lien. C'est la clé de l'épanouissement social ».**

ZOOM sur “Place aux Jeunes !”

Le projet PAJ a une vision toute particulière des jeunes, qu’il définit au pluriel afin de mieux rendre compte de l’hétérogénéité des profils et des discriminations vécues par chaque individu. La CJSI définit les jeunesses comme un processus d’automatisation d’un individu passant de l’enfance à l’âge adulte. Cela permet d’éviter de définir les jeunesses uniquement par le prisme de l’âge en effaçant les autres aspects des identités des jeunes qui font d’autant plus résonnances qu’elles interviennent à une période où on constitue son identité.

De manière plus transversale, le projet PAJ est souvent cité comme un espace qui remet au centre la diversité des jeunesses. Un·e participant·e du réseau d’E&D a une activité PAJ, rappelle que cette approche lui a permis de « planter des graines » : « avant, je n’avais pas fait attention à la question de l’âge dans l’inclusion, PAJ m’a aidé à mettre ça au cœur du débat ».

Une vision plurielle des jeunesses partagée par les membres du consortium

Le caractère inclusif qui transparait dans la définition même des jeunesses actrices est désormais intégrée par tous les membres du consortium; presque tous les membres parlent de « jeunesses actrices » lorsqu’iels mentionnent les jeunes. C’est notamment ce que met en avant le Grdr en disant « On a suivi le fait de parler des jeunesses au pluriel (...) donc on parle de jeunesses dans les projets en général. »

Un accélérateur de l’inclusion des jeunes dans la gouvernance

PAJ a participé au lancement des réflexions relatives à l’intégration des jeunes au sein des espaces de décisions pour certaines organisations. Rendre les instances de gouvernance plus inclusive, notamment au niveau de l’âge, est devenu une réflexion stratégique de plusieurs des membres du consortium de PAJ. Ces réflexions ont pu être initiées après avoir participé à un atelier de PAJ comme par exemple la « Simulation d’un CA », un outil créé par E&D et animé lors de la rencontre annuelle 2024. Le Gret a garanti que "c'est ce qui nous a peut-être permis de faire bouger les choses" et de lancer la mise en place d’un comité jeunesses au sein du GRET, qui réunirait des salarié·e·s du GRET de moins de 30 ans (cette démarche est encore en réflexion et est attendu pour 2027). Ces réflexions stratégiques ont également pu être initiées à la suite d’une participation à l’accompagnement par les pairs que l’on soit dans une posture de structure accompagnatrice (comme le REF qui aimerait intégrer un membre de son réseau Jeunesses Med au CA de l’association et qui a fait émerger cette idée à la suite de son accompagnement du FORIM) ou d’une structure accompagnée (comme le Grdr qui affirme au sujet des jeunes dans leur gouvernance que « l’accompagnement par les pairs (APP) permet d’impulser cette réflexion (...) il y avait déjà ce constat-là, l’APP a eu un effet de coup de pouce et de dynamiser cette réflexion ».

MARQUEUR 5 – DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES INDIVIDUELLES

Grâce à l'appartenance au réseau, la participation aux projets internationaux, aux temps forts et formations, aux espaces de gouvernance et aux initiatives de plaidoyer, l'engagement à E&D favorise une montée en compétences qui dépasse le cadre associatif. Ces acquis ne se limitent pas à des savoir-faire techniques : ils englobent également des postures, des capacités relationnelles, une compréhension des enjeux de SI et d'ECSI, et un sentiment de légitimité renforcé qui s'expriment dans la vie associative, professionnelle et personnelle des jeunes engagé-e-s. Ces savoirs, savoir-faire et savoir-être alimentent un pouvoir d'agir collectif, en même temps qu'ils contribuent à renforcer la citoyenneté, l'insertion professionnelle et la capacité des jeunes à se projeter dans leurs futurs engagements.

COMPÉTENCES ASSOCIATIVES

La participation aux réunions de conseil d'administration et aux projets collectifs permet d'acquérir des compétences associatives liées, par exemple, à la gouvernance démocratique, à la gestion budgétaire, ou encore au montage et au suivi de projets. Plusieurs associations ont pu transférer ces acquis dans leurs propres structures, en révisant leurs statuts, en renforçant leur gouvernance ou en améliorant le pilotage de projets. Comme l'exprime une membre impliquée dans le CA : « **Beaucoup de choses que j'ai apprises via E&D (le budget, la gestion associative, la représentation politique, les décisions stratégiques...), je les répercute dans mon asso** ».

COMPÉTENCES EN PLAIDOYER

Les initiatives telles que Voi(x)-SI ou Diasp'agora ont permis aux jeunes de comprendre le fonctionnement des institutions et d'apprendre à formuler et défendre des recommandations. Ces expériences ont renforcé leur capacité à distinguer sensibilisation, mobilisation et plaidoyer, ainsi que leur sentiment de légitimité à porter un message politique en tant que jeunes. Une membre souligne : « **J'ai réellement découvert le plaidoyer avec E&D (...) et ça m'a permis de me rendre compte qu'on était légitimes, en tant que jeunes, à porter des messages politiques** ».

COMPÉTENCES PERSONNELLES, PROFESSIONNELLES ET CITOYENNES

L'accompagnement favorise des acquis transversaux : confiance en soi, aisance à l'oral, esprit critique, posture réflexive... Les formations en insertion professionnelle améliorent la préparation aux entretiens, la rédaction de CV et la connaissance du secteur SI. Le taux de maîtrise des participant-e-s progresse sur l'ensemble des thématiques abordées, avec des hausses particulièrement marquées (+35 points) concernant la connaissance des différents acteurs du secteur de la SI et la confiance à réussir un entretien pour y décrocher un poste. Ces compétences sont transférables dans les parcours académiques et professionnels, mais aussi dans la vie citoyenne, en consolidant un socle de valeurs fondé sur l'ouverture, la responsabilité et l'engagement collectif. Plusieurs jeunes reconnaissent que « **les compétences acquises en association sont très utiles dans le monde du travail** » et qu'elles orientent leurs choix académiques et professionnels.